



Bruxelles, le 16 septembre 2016
(OR. en)

12000/16

COPEN 251
EUROJUST 105
EJN 49

NOTE

Origine:	M. Christian BRAUN, Ambassadeur/Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union européenne
en date du:	28 juillet 2016
Destinataire:	Monsieur Jeppe TRANHOLM-MIKKELSEN, Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne

Objet:	Transposition de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification du Luxembourg
--------	--

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Luxembourg a transposé la décision-cadre sous rubrique par loi du 5 juillet 2016.

Les notifications et déclarations suivantes en application des différents articles de la décision-cadre sont à faire:

Article 6, paragraphe 1: Autorités compétentes

Quand le Luxembourg est État d'exécution:

Le Procureur général d'État, Parquet Général, Cité Judiciaire, L-2080 Luxembourg, email:
parquet-general@justice.etat.lu

Quand le Luxembourg est État d'émission :

Toute autorité judiciaire nationale compétente pour ordonner une mesure de contrôle en tant qu'alternative à la détention préventive.

Notification au titre de l'article 9, paragraphe 4: Critères de transmission

Le Luxembourg déclare qu'il est disposé à consentir à la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle de l'État dans lequel la personne a sa résidence légale habituelle à condition que la personne concernée ait consenti à cette transmission.

Notification au titre de l'article 21, paragraphe 3: Remise de la personne

Le Luxembourg entend appliquer l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre sur le mandat d'arrêt européen.

Notification au titre de l'article 24 : Langues

Le Luxembourg accepte les langues française, allemande et anglaise.

Je vous prie de trouver en annexe une copie de la loi du 5 juillet 2016¹.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma très haute considération.

(sé.) Christian BRAUN

¹ Note du Secrétariat: ce texte n'est pas joint au présent document.